



CDEN Lozère
Vendredi 13 novembre 2020

Madame la Préfète,
Madame la Présidente,
Monsieur le Directeur académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Le CDEN d'aujourd'hui a pour principal objectif de traiter de la carte scolaire du premier degré, mais aussi la répartition des moyens en collège.

En ce qui concerne le 1er degré, le projet que vous nous avez présenté, M. le DASEN, nie la réalité des défis éducatifs et pédagogiques de notre territoire, qui se sont encore accrus, après plus d'une année de scolarité impactée par la pandémie du Covid-19. Les principaux acteurs que sont les personnels et les élèves n'ont aucune autre issue que de subir cette dégradation au détriment de leurs conditions de travail pour les premiers, et d'apprentissage pour les seconds. Votre projet fragilise les écoles publiques et supprime la totalité des moyens à l'accompagnement des projets et des élèves qui en ont le plus besoin. Seuls resteront les RASED, déjà réduits au strict minimum, mais qui n'ont pas le même objectif et qui nécessiteraient d'être renforcés.

Une carte scolaire, ce sont certes des éléments budgétaires, mais aussi des éléments qualitatifs à mettre en relation avec la réalité du territoire de la Lozère.

L'UNSA-Education aurait souhaité que l'augmentation des postes de remplaçants, que nous demandons depuis plusieurs années, ne soit pas faite au détriment de l'efficacité du remplacement et des conditions de travail de ces personnels : on ne peut pas leur demander de remplacer sur l'ensemble du département, même si vous nous demandez de faire confiance au service pour faire attention aux distances, ce dont nous ne doutons pas, il existe un principe de réalité qu'on ne peut ignorer.

L'UNSA-Education aurait souhaité que les dispositifs qui permettent à nos élèves lozériens de découvrir les savoirs autrement (EMALA) ou de soutenir ceux qui sont le plus en difficulté (ASOU), plus nombreux depuis un an, soient non seulement maintenus mais renforcés.

Ce que nous considérons comme des erreurs stratégiques parmi les mesures que vous souhaitez adopter ne nous a pas permis de nous exprimer favorablement sur cette proposition de carte scolaire lors du CTSD du 11 mars. Nous vous redemandons aujourd'hui une modification de votre projet, qui tienne compte des réalités du terrain que l'UNSA-Education vous a exposées lors des CTSD et groupe de travail.

Dans les collèges, les principales mesures budgétaires actées au plan national dégradent, année après année, très discrètement, les conditions d'enseignement. Les moyens prévus ne feront qu'accentuer la mise sous tension des établissements. La suppression, dans notre académie, de 16 postes et leur compensation par 31 emplois en Heures Supplémentaires Années est un choix qui complexifie l'organisation des établissements, fait obstacle au fonctionnement des collectifs pédagogiques, ajoute de la pression pour des personnels surchargés qui vous alertent sur leur épuisement depuis trop longtemps.

En effet, la poursuite de la politique de suppressions de postes dans les collèges, « compensées » par des heures supplémentaires, place les établissements dans une situation difficile pour la rentrée

2021 alors qu'il faudra, soit encore affronter la crise sanitaire, soit travailler à en effacer les stigmates.

Seuls deux collègues ont une légère baisse des Heures Supplémentaires, dont, heureusement, celui de Mende. Mais même les tout petits collègues sont touchés.

Une fois de plus, ce ne sont donc pas les besoins des élèves qui prévaudront pour construire les emplois du temps mais les contraintes humaines alors qu'aucune mesure n'est prévue non plus pour renforcer l'encadrement éducatif.

Depuis le début de la crise, l'UNSA-Education soutient les actions de prévention nationales comme locales qui permettent d'éviter la fermeture généralisée de nos écoles et de maintenir nos établissements ouverts. Pourtant, nous ne comprenons pas la logique qui détermine les éventuelles fermetures de classes et l'isolement ou pas des personnels.

L'École a besoin de pouvoir agir au plus vite lorsque la situation devient tendue à l'échelle d'un territoire, d'une école ou d'un établissement, ou pour évaluer au plus juste la situation épidémique dans nos structures scolaires. Pourtant, si la campagne de tests salivaires peut être un moyen précieux de compréhension, de prévention et de lutte contre l'épidémie, elle est évidemment aussi, un outil politique.

Pour l'UNSA-Education, cette campagne de tests ne doit pas se transformer en coup de communication, dont les personnels seraient des chevilles ouvrières déjà sursollicitées. C'est pourtant ce qu'ils constatent et déplorent aujourd'hui, comme depuis un an. Les personnels ne sont pas au service des plans de communication de leur employeur. Si le gouvernement, qui par ailleurs patine avec sa stratégie vaccinale, s'est fixé des objectifs chiffrés et veut donner à voir une action déterminée, ce n'est pas aux personnels de faire encore l'impossible pour tenir ces objectifs.

L'UNSA-Education rappelle ici qu'il devrait y avoir trois médecins scolaires pour notre département. Or, il n'y en a qu'un, à mi-temps !

Les Infirmières de l'Éducation nationale sont déjà sur les missions de suivi des contacts et de gestion des cas suspects. Elles ont aussi des missions éducatives auprès des élèves, dans le cadre du parcours de santé, mais aussi d'accueil, de suivi des élèves, de lien avec les familles, la participation aux équipes éducatives, la formation à la santé, etc.

Alors que nous en sommes à la 13e mise à jour de la Foire Aux Questions du ministère de l'EN depuis 2 mois et demi, les personnels s'épuisent depuis un an à découvrir les précisions et nouvelles modifications à mettre en place, à défaire, refaire. De quoi complexifier encore une fois la gestion et la mise en place des protocoles dans les écoles et établissements dans des délais très courts. L'UNSA-Education dit stop à ce tâtonnement constant du gouvernement.

Je vous remercie pour votre attention.